

LES RESEAUX NATIONAUX RELANCENT L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le système de réseaux thématiques nationaux d'EQUAL a eu des effets réellement positifs sur l'économie sociale européenne. Grâce à la structure d'EQUAL basée sur les partenariats de développement, une masse critique, aussi importante que visible, d'activités se déroulent sous une bannière identifiable. EQUAL a donné une identité à toutes ces activités. En outre, par cette structure de partenariat, les gouvernements sont aussi implicitement associés à ces activités, dont ils sont impatients de tirer des résultats en termes de politiques.

Au cours du premier tour d'EQUAL, sept pays ont créé un réseau thématique national (RTN) dans le domaine de l'économie sociale : l'Autriche, l'Allemagne, la Grèce, la Finlande, la France, le Portugal, la Suède et le R.-U. (Grande-Bretagne). Au deuxième tour, la Pologne a fait de même. La formule type consiste à rassembler tous les partenariats de développement (PDD) sous ce thème, mais il existe des exceptions à cette structure. Les réseaux sont des lieux où se discutent les problèmes, s'expriment les opinions et se communiquent les retours d'informations – parfois à un très haut niveau – entre les gouvernements des États membres, les partenariats travaillant sur un thème donné et d'autres intervenants importants.

RELANCE EN GRECE

C'est peut-être en Grèce qu'EQUAL a réussi l'amélioration la plus complète de la situation. L'élan donné a vaincu la paralysie qui y régnait et a permis de mettre sur pied une structure nationale de soutien, un échange intensif avec les partenaires en Italie et cinq nouvelles coopératives sociales (KoiSPE), qui emploient actuellement 132 handicapés mentaux. Ces coopératives constituent le noyau d'un futur réseau national de 52 entreprises de ce type. Ce succès a éveillé l'intérêt de beaucoup d'autres États membres et les décideurs envisagent à présent d'étendre l'idée pour couvrir d'autres groupes défavorisés. Le réseau a clôturé le premier tour d'EQUAL par une grande conférence nationale au cours de laquelle il a présenté plusieurs propositions au gouvernement. Voici quelques-unes de ses suggestions :



Des amis en haut lieu – une réunion du réseau national d'économie sociale au parlement

Voici quelques-unes de ses suggestions :

- créer un comité interministériel chargé des aspects juridiques, et clarifier et étendre le régime juridique actuel des KoiSPE ;
- envisager un soutien continu pour les structures spécialisées de soutien créées au cours du premier tour d'EQUAL et intégrer leur savoir-faire dans les organismes habituels de soutien aux entreprises ;
- créer un cadre juridique pour le microcrédit ainsi qu'un fonds de prêt et de garantie ;
- élaborer une formation à la gestion, du matériel pédagogique et des qualifications ;
- permettre aux personnes handicapées de gagner un salaire sans perdre leurs allocations (du moins pendant une période d'essai) ;

- créer un organe de représentation, de coordination et de soutien pour les entreprises sociales ;
- introduire des critères sociaux dans les procédures de marchés publics.

Le thème de l'économie sociale entame le deuxième tour d'EQUAL avec un nombre de partenariats doublé et un budget relevé de 50%, ce qui laisse présager que ce deuxième tour poursuivra sur la lancée du premier.

AUTRICHE – UN CHANGEMENT DE CAP PROGRESSIF

La tenue d'une conférence nationale a aussi été un instrument clé pour le réseau national autrichien. Cette conférence visait un objectif de sensibilisation et a donné lieu à la publication d'un journal (SOWISO). De plus, un numéro d'un magazine spécialisé (*Kurswechsel*) y a été entièrement consacré. Cette conférence, qui s'est tenue en janvier 2005, a montré que tant le gouvernement que les partenaires sociaux comprennent que l'économie sociale est d'un apport précieux pour créer des emplois et des entreprises et perçoivent les avantages de partenariats rassemblant les secteurs public, privé et de l'économie sociale. Elle a également constitué un forum permettant au réseau de lancer une série de revendications politiques réparties en quatre thèmes :

- reconnaissance générale de l'économie sociale, y compris en tant qu'employeur et que partenaire contractuel
- sécurité, y compris le financement public de structures de soutien et le financement à long terme d'entreprises sociales
- exigences concernant le travail, y compris une amélioration des opportunités de formation et des contrats d'emploi
- qualité, y compris l'utilisation de critères de qualité lors de l'attribution de marchés publics

Toutefois, le changement des mentalités dans le pays n'est pas encore total et le travail de lobbying se poursuit pour amener d'importantes organisations bien établies, telles que la Chambre nationale de commerce et de grandes organisations caritatives, à pleinement participer au processus.

SUÈDE – UN SIÈGE À LA TABLE

En Suède, le réseau national a réussi un coup de maître en obtenant un accès direct aux organes de décision. Sa présidente, Eva Arvidsson, et sa vice-présidente, Margareta Andersson, sont toutes deux députées et le groupe se réunit au parlement. Ces caractéristiques en font un groupe de haut niveau, dont l'avis est demandé. Les preuves qu'il a présentées ont provoqué un changement de mentalités au niveau ministériel. Une grande conférence en octobre 2005 a été suivie d'une participation à un séminaire interministériel de formation sur EQUAL et un plan d'action national intitulé « *Des entreprises sociales plus nombreuses et plus fortes pour assurer la croissance* » fait l'objet d'une élaboration en continu. Ce plan émet les recommandations de politique suivantes :

- l'organe national de soutien aux entreprises, NUTEK, devrait continuer à soutenir le secteur via des organisations intermédiaires telles que les agences locales de développement des coopératives (LKU)
- les entreprises sociales devraient avoir un rôle à jouer dans la politique du marché de l'emploi ainsi que dans la politique régionale
- il faudrait opérer un glissement des allocations vers des salaires sur la base des principes de l'autonomisation, du choix de l'utilisateur et de la réinsertion
- les marchés publics devraient tenir compte des aspects sociaux et des intérêts des utilisateurs

Si ce plan est adopté, il pourrait entraîner de profonds changements. Toutefois, des changements sont déjà visibles, comme l'explique Stig Wikström, du Conseil suédois du FSE : « Il existe déjà une ouverture pour de petites entreprises sociales. Avant, la totalité du soutien offert par le gouvernement à l'insertion socio-professionnelle des personnes défavorisées passait par un atelier protégé d'État, Samhall, qui emploie 23.000 personnes. Maintenant, de petites entreprises sociales peuvent demander un soutien et la subvention suit la personne (même si, pour le moment, la somme est réduite). »

QUELLES LEÇONS TIRER ?

Quelles leçons pouvons-nous tirer de ces expériences ? Les résultats varient bien sûr fort d'un pays à l'autre mais voici quelques-unes des leçons qui pourraient inspirer d'autres personnes.

L'innovation en termes de financement peut porter des fruits : Le cas de la Grèce montre le rôle précieux que les ressources d'EQUAL peuvent jouer pour lancer une innovation qui a été bloquée par manque de ressources. Il est aussi possible d'utiliser d'autres outils de l'UE, tels que les programmes d'évaluation par les pairs dans les domaines des politiques d'emploi et d'inclusion sociale, pour transmettre les leçons d'EQUAL. Toutefois, ce processus peut se révéler lent en l'absence d'impulsion nationale.

Bien planifier : Le cas de la Grèce illustre l'intérêt d'une planification complète du projet : un large dialogue général peut aisément tourner en rond. Une fois que le programme d'action a été fixé, il est crucial d'établir un plan d'action déterminant clairement les tâches et les responsabilités.

Déléguer : Il révèle aussi l'importance du processus de délégation. « Les partenariats de développement en savent plus sur le sujet que le ministère », dit Vassiliki Staikou, du ministère de l'Emploi. « Le plus judicieux est donc de les charger de faire le travail. »

Prévoir un budget suffisant : Le système grec a prévu un budget garanti pour le travail du réseau thématique : 10% du budget de chaque partenariat ont été affectés à « l'action 3 » (mainstreaming) et, sur cette somme, 3% étaient réservés au réseau tandis que les 7% restants ont été utilisés par les partenariats eux-mêmes. Le cas autrichien montre aussi qu'il est important de prévoir un budget à un stade précoce.

Ne pas sous-estimer les relations publiques : L'expérience du réseau autrichien révèle qu'une grande partie du travail accompli pour changer les choses est le fruit de relations publiques.

Être réaliste : L'expérience autrichienne indique aussi que les circonstances politiques peuvent changer de façon imprévue, ce qui exige flexibilité et stratégie de repli.

Limiter les objectifs : Le cas suédois est celui d'un réseau qui s'est assigné une tâche claire, à savoir promouvoir une partie spécifique de l'économie sociale – l'entreprise d'insertion socio-professionnelle – plutôt que toutes ses composantes. Cette sélection rend l'objectif plus facile à atteindre.

L'inclusivité est source de crédibilité : Le caractère inclusif du réseau suédois, qui rassemble des personnes de terrain, des bénéficiaires, des fonctionnaires, des universitaires et des députées, lui confère un haut degré de crédibilité, de sorte que le gouvernement écoute ses avis sur les questions sociales et les problèmes concernant le marché de l'emploi.

Obtenir la participation d'un député : Enfin, le réseau suédois a découvert que l'attribution de la présidence du réseau à une députée (et de la vice-présidence à une députée de l'opposition) ouvrait des portes et accélérerait l'impact sur les politiques.

Consultez également l'[analyse approfondie](#) (en anglais uniquement).